

# La marque des dirigeants incompetents et frileux

Par Freeman Moutou

À chaque cérémonie de présentation des vœux à la presse, Ali Bongo rejoue son disque rayé de son souhait de voir éclore au Gabon « une presse de qualité ». Il faut, en réalité, entendre par là une presse qui lui est totalement soumise. Comme tous les piètres dirigeants, le chef de la junte sanguinaire qui tente de s'incruster au pouvoir depuis le 31 août, à la suite d'un coup d'Etat électoral suivi de massacres de citoyens aux mains nues, n'aime pas que ses contre-performances soient vues du plus grand nombre. Lors de la dernière rencontre avec les hommes des médias gabonais, l'autocrate avait répondu à ceux qui se plaignaient du non-versement de la subvention, pourtant inscrite dans la loi de finances, qu'il ne voyait pas pourquoi il devait donner son argent aux journaux qui l'« insultent ».

Il ne faut donc pas aller chercher loin l'explication de la persistance de l'anachronisme qu'est la « presse présidentielle », pour un dirigeant qui se dit moderne. Ali Bongo est également le promoteur de journaux dont l'unique raison d'exister est de couvrir ses contradicteurs de la fange la plus infecte. A cet effet, le palais présidentiel

est le point de départ des articles vachards, quand il ne sert pas de desk. Plus grave, ce haut lieu de la République qui a perdu sa respectabilité abrite des ateliers de piratage des « journaux qui dérangent ». Notre confrère « La Loupe » en a fait les frais il y a deux ans, sans que, même par hypocrisie, Ali Bongo ne s'en émeuve. La presse du palais se sent tellement puissante qu'elle peut s'en prendre aux diplomates. Pour couvrir l'incident diplomatique, le Conseil national de la communication (CNC), d'ordinaire bienveillante envers les journaux de celui qui a pouvoir de nomination à cette institution, s'est résolu à suspendre un confrère « de qualité » au nom évocateur.

Le personnel de l'ambassade de France au Gabon, qui suit forcément l'actualité locale, n'a pas besoin qu'on cite de nom. Lui aussi a relevé que la presse du palais affectionne les appellations en rapport avec les armes blanches, dont une de chasse en pays bantou. Tout comme il a noté, en même temps que les autres personnels diplomatiques, que le chef de la junte sanguinaire a coupé la connexion Internet pendant un mois sitôt son hold-up électoral accompli, afin de cacher les massacres sur les pauvres Gabonais réclamant simplement le respect



du verdict des urnes à la présidentielle du 27 août. Ali Bongo avait pourtant pris l'engagement solennel, devant la communauté internationale, de ne pas brouiller les canaux de communication après les élections. Pas étonnant. Il est conscient que la communauté internationale sait se contenter des beaux discours.

En vue d'amener les journalistes indociles à rentrer dans les rangs, Ali Bongo a usé d'intimidations, d'humiliations de toutes sortes, de tracasseries, d'asphyxie financière (non-paiement de la subvention, verrouillage du marché publicitaire), d'embastillement, au point que certains ont choisi l'exil. Mais, n'ayant pas atteint l'objectif du musèlement, il a engagé le très disponible et corvéable chargé de la Communication de la junte à concocter le nouveau Code que même le CNC

avait qualifié publiquement de liberticide à la cérémonie de présentation des vœux en janvier dernier. Les alertes des organisations de défense des droits humains et de la liberté de la presse n'ont pas découragé Ali Bongo et Alain Claude Bilie By Nze. Elles n'ont pas non plus convaincu le Parlement de retoquer le texte. Décidés à mettre au pas les journalistes « impertinents », les concepteurs du nouveau Code de la communication avaient tenté de le faire passer sous forme d'ordonnance, n'eût-été la protestation du président de l'Assemblée nationale de l'époque, Guy Nzouba Ndama.

A cause de l'entêtement de la junte sanguinaire à ramer à contre-courant de la marche du monde, le Gabon se trouvera toujours dans la partie honteuse du classement des pays en matière de liberté de la presse.